

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26^{ème} année - N°5044 - Mardi 20 Janvier 2026 - Prix : 200 Fc

TOURISME :

Mohéli sur la route de la valorisation touristique



Du 17 au 18 janvier, l'île de Mohéli a vibré au rythme de la Caravane des sites touristiques, une initiative nationale dédiée à la promotion et à la protection du patrimoine naturel, culturel et archéologique de l'archipel des Comores. À travers un par-

cours riche en découvertes, cette caravane a mis en lumière les atouts exceptionnels de l'île verte, tout en plaçant les communautés locales au cœur du développement touristique.

LIRE SUITE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

30 Radjab 1447
Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Janvier 2026

Lever du soleil:

05h 54mn

Coucher du soleil:

18h 39mn

Fadjr : 04h 41mn

Dhouhr : 12h 20mn

Ansr : 15h 54mn

Maghrib: 18h 42mn

Incha: 19h 56mn



ASSAINISSEMENT :

La jeunesse de Oichili se mobilise pour un avenir plus propre

La première étape de l'opération Koimbani propre "Urahafu wa Mraya" a été un succès, grâce à la mobilisation des jeunes du Umoja Youth Club et à l'appui de la Fondation Mbae-Trambwe. De la Place Shangani à la Préfecture, les participants ont montré leur détermination à améliorer l'environnement et à rendre leur ville plus propre. Cette initiative de nettoyage communautaire est le fruit des compétences acquises lors des ateliers de formation organisés par la Direction des affaires sociales. La prochaine étape est prévue pour le 25 janvier, du quartier Chindoni à Gobadjou.



Dimanche 18 janvier, le Club des adolescents Wumoja Youth Club, composé de jeunes âgés de 11 à 20 ans, a organisé une journée de nettoyage à Koimbani Oichili. Cette initiative, soutenue par la direction des affaires sociales, l'UNICEF et l'agence coréenne de coopération internationale (KOICA), vise à sensibiliser les jeunes aux enjeux environnementaux et à promouvoir des comportements responsables.

Ultérieurement, ces jeunes Oichiliens ont bénéficié d'une formation de trois jours, et ont ainsi été sensibilisés aux changements climatiques, au traitement des déchets et à l'impact de leurs actions sur l'environnement. Pour l'occasion, les jeunes ont également visité la déchetterie d'Itsundzu, où ils ont pu

constater les conséquences de la mauvaise gestion des déchets. "Il est essentiel de conscientiser la population sur l'importance de la propreté et du traitement des déchets, notamment du triage", a souligné un jeune participant. Il a rajouté : "Nous comptons poursuivre nos efforts et espérons que les habitants nous aide-

ront à atteindre nos objectifs."

De surcroît, les jeunes filles se sont particulièrement impliquées dans ce projet, dans l'optique de responsabiliser les habitants de la commune pour installer des bacs à ordures et poursuivre les actions de triage et de traitement des déchets. "C'est une belle initiative portée par la

jeunesse, cela fait plaisir que ça soit elle qui ait eu cette conscience", a déclaré Papa Layka, un père présent à la journée de nettoyage. En effet, les organisateurs espèrent que cette volonté sera suivie d'autres actions similaires et que la population prendra conscience de l'importance de la propreté et de la protection de l'environnement.

"L'enthousiasme et la responsabilité des jeunes adolescents sont des signes encourageants pour l'avenir de la région", s'est exprimé Elarif Hassane, chargé de projet de la Fondation Mbae Trambwe, laquelle les accompagnait dans cette opération. Aussi, la mairie de Oichili ya djouwou a soutenu cette action en fournissant des matériels et des outils, mais les organisateurs appellent à la mobilisation de tous pour les prochains rassemblements. En effet, deux autres journées de nettoyage des quartiers sont prévues pour le 25 janvier, puis le 1er février afin de poursuivre les efforts de sensibilisation et de mobilisation.

Hamdi Abdillahi Rahilie
(stagiaire)

ENTREPRENEURIAT :

800 femmes mobilisées par Girls Tech

L'association Girls and Tech Comores a organisé, vendredi 16 janvier 2026, au CASM de Moroni, une journée stratégique d'éducation financière et de structuration entrepreneuriale dans le cadre du projet RAEFC, visant à renforcer l'autonomisation économique des femmes, avec le soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

L'autonomisation économique des femmes s'impose progressivement comme un

levier central du développement aux Comores. À travers le projet RAEFC – Renforcement de l'Autonomisation Économique des Femmes aux Comores, Girls and Tech Comores a déjà réussi à mobiliser plus de 800 femmes vulnérables, inscrivant son action dans la dynamique de la cinquième édition du programme La Francophonie pour elles.

Cette nouvelle étape du programme s'est traduite par une rencontre tenue au Centre social CASM de Mtsangani, réunissant 49

participantes et marquant une phase décisive pour les 79 femmes engagées dans le parcours de formation en entrepreneuriat, sous la coordination de Moindjie Hassani.

Présidée par Asmina Saïd Ahmed, l'association poursuit une approche axée sur le renforcement des capacités, la structuration des projets économiques et l'accès au secteur formel. La session s'est déroulée en présence des formateurs Abdourohmane Ahmed Soilihi et Ahmed Assoumani, ainsi que des agents de relais ayant

contribué à la mise en œuvre du projet.

Au cœur des échanges figuraient deux axes stratégiques : l'autonomie financière et la formalisation des activités économiques. Le premier module, animé par Abdourohmane Ahmed Soilihi, expert en éducation financière, a porté sur la gestion du budget entrepreneurial, un outil clé pour assurer la viabilité des projets.

La seconde intervention, assurée par Ahmed Assoumani, représentant de l'ANPI, a permis de sensibiliser les participantes aux procédures de création d'entreprise et aux avantages liés à l'immatriculation légale, étape déterminante pour sortir de l'informel.

La matinée s'est conclue par une remise officielle de certificats, suivie des inscriptions aux prochaines sessions de spécialisation en marketing digital et en modélisation de projet, garantissant la poursuite de l'accompagnement technique.

« Notre objectif est de transformer le potentiel de ces femmes en entreprises structurées, bancarisées et prêtes à conquérir le marché », a déclaré la présidente de l'association, Asmina Saïd Ahmed. Les participantes ont également salué l'impact de cette initiative. « Cette for-

mation m'a vraiment donné confiance pour lancer mon projet », témoigne Laila Lihoma Ismaël. « Je me sens plus prête à concrétiser mes idées grâce à cette expérience », ajoute Aboubacar Affane Djamel Nadhrat.

Pour Girls and Tech Comores, le projet RAEFC s'inscrit dans une vision à long terme. « Mobiliser plus de 800 femmes vulnérables autour de cette dynamique est un succès, mais surtout une responsabilité », souligne Anzize Koudra, chargé de communication du projet.

La prochaine phase prévoit l'incubation de 15 femmes sur une période de trois mois. Parmi elles, cinq bénéficieront d'un accompagnement jusqu'à la création officielle de leur entreprise à l'ANPI et au lancement de leur activité. L'association entend également mobiliser d'autres partenaires afin de soutenir les projets restants.

À travers le projet RAEFC, Girls and Tech Comores confirme son rôle d'acteur clé de l'inclusion économique féminine aux Comores, en misant sur la formation, la structuration et l'accompagnement durable des initiatives portées par les femmes.

Mohamed Ali Nasra



TOURISME :

Mohéli sur la route de la valorisation touristique

Du musée du CNDRS aux îlots de Nioumachoi, en passant par les sites archéologiques et les mangroves, la Caravane des sites touristiques a sillonné Mohéli pendant deux jours afin de sensibiliser, valoriser et encourager un tourisme durable. L'événement s'est déroulé en présence du ministre de l'Environnement chargé du Tourisme, Abubakar Ben Mahamoud, ainsi que de plusieurs responsables institutionnels et acteurs locaux. Le parcours a débuté par la visite du musée du Centre national de documentation et de

recherche scientifique (CNDRS), avant de se poursuivre vers le site archéologique de Mwali Mdjini, véritable témoin de l'histoire de l'île. La caravane a ensuite fait escale à Itsamia, haut lieu de l'écotourisme, au lac Boundouni où des projets de reboisement sont en cours, ainsi qu'au centre de plongée d'Itsamia, symbole du potentiel touristique marin de Mohéli.

Le deuxième jour, les participants se sont rendus à Ouallah II « Sambahjou » et à Nioumachoi « Bangacharini », avec un accent particulier mis sur la protection des mangroves, écosystèmes essentiels

à la biodiversité et à la lutte contre le changement climatique. La caravane s'est ensuite achevée par la visite des îlots de Nioumachoi, reconnus pour leur richesse naturelle et leur paysage exceptionnel. Financée par le Projet Pacte Vert Bleu, cette initiative a été organisée par la Direction nationale du tourisme et le ministère de l'Environnement, avec l'appui de nombreux partenaires, notamment le CNDRS, la Gendarmerie nationale, les communes concernées, le Parc national de Mohéli et le COSEP.

Pour le ministre Abubakar Ben

Mahamoud, cette caravane dépasse le simple cadre événementiel. « C'est une opportunité de révéler notre potentiel touristique. Avant d'accueillir les visiteurs étrangers, nous devons encourager les Comoriens à découvrir leur propre pays », a-t-il déclaré. La directrice nationale du Tourisme, Marie Attoumane, a salué l'implication des jeunes et des associations locales, soulignant que chaque site visité constitue un patrimoine national à préserver. De son côté, le directeur régional du Tourisme et de l'Artisanat, Toiouilou Madi Bamdou, a insisté sur la portée édu-

cative de la caravane, tandis que le directeur régional du CNDRS, Haddad Salim Djibir, a rappelé l'importance de la protection des sites archéologiques pour le développement d'un tourisme culturel et éducatif. À travers cette initiative, Mohéli confirme sa volonté de bâtir un tourisme durable, inclusif et respectueux de son environnement, en valorisant son patrimoine unique et en impliquant activement ses communautés locales.

Riwad

PÈLERINAGE 2026 :

L'ANHO dévoile le calendrier des consultations médicales

L'Agence nationale du Hadj et de l'Oumra (ANHO) présente le calendrier des consultations médicales des pèlerins comoriens pour l'édition 2026/2027. Il débute ce mercredi 21 jusqu'au samedi 24 janvier dans toutes les îles.

Désormais obligatoires pour l'obtention du visa, ces visites visent à garantir la santé et la sécurité des fidèles avant leur départ à La Mecque.

L'Agence nationale du Hadj et de l'Oumra (ANHO) a tenu, samedi 17 janvier dernier, une conférence de presse consacrée aux consultations médicales des pèlerins comoriens inscrits pour le Hadj 2026/2027. La rencontre s'est déroulée en présence du directeur général de l'agence, Mohamed Elfatih Djamalylayl, de responsables sanitaires et de la santé militaire. Prenant la parole, le directeur général de l'ANHO rappelle que « la liste des inscriptions pour le pèlerinage de 2026 est désormais close ». L'agence se concen-

tre à présent sur la finalisation des démarches administratives et sanitaires des pèlerins déjà enregistrés. Il insiste sur le fait que « la santé constitue une condition essentielle pour accomplir correctement les rites du Hadj ».

Selon Mohamed Elfatih Djamalylayl, ces consultations médicales répondent également aux exigences des autorités saoudiennes. « Chaque année, l'Arabie saoudite édicte des recommandations strictes en matière sanitaire. L'an dernier, tout s'est bien passé grâce au respect de ces règles », souligne-t-il. Il précise que le départ des pèlerins comoriens est prévu entre le 12 et le 13 mai, avec un retour programmé entre le 2 et le 3 juin. Le directeur général appelle les pèlerins à la transparence lors des examens médicaux. « Il est important de ne cacher aucune maladie afin d'éviter des complications sur place, comme une mise en quarantaine », avertit-il, avant de remercier le président de la République, Azali Assoumani, le chargé de la

Défense ainsi que les responsables de la santé militaire pour leur appui.

De son côté, le docteur Mohamed Said Moumini annonce une nouveauté majeure cette année. « L'obtention du visa est désormais conditionnée par un certificat médical », précise-t-il. Une mesure qui renforce l'importance des consultations, désormais incontournables dans le processus du Hadj. C'est ainsi que le calendrier s'ouvre dès la fin des opérations du Hadj précédent. Les consultations débutent le mercredi 21 janvier et s'organisent en deux phases. « Du mercredi au jeudi, nous procédons à des examens simples. Du vendredi au samedi, nous réalisons des bilans complémentaires pour les pèlerins qui en ont besoin », explique le médecin.

Ces visites se tiennent au sein de la santé militaire, un lieu mis à disposition par l'état-major. Le directeur de l'ANHO remercie « le chef d'état-major et le capitaine Naufal, chef de la santé militaire, pour avoir autorisé l'utilisation de



cet espace ». À Anjouan, les consultations sont assurées sous la supervision du docteur Zahara. Le capitaine Mohamed Sohir Mbechezi souligne pour sa part que ces consultations anticipées présentent plusieurs avantages. « Elles permettent d'identifier les pathologies à temps, de fournir des médicaments et d'éviter des situations critiques pendant le pèlerinage », indique-t-il. Les consultations sont gratuites, mais « dans les cas graves, certains examens ou traitements peuvent

rester à la charge du pèlerin ». Enfin, l'ANHO précise que la fiche médicale et le bilan de santé doivent impérativement être joints au dossier de demande de visa. Un appel est lancé aux agences agréées, aux chefs d'agences ainsi qu'aux pèlerins de la diaspora afin de respecter le calendrier qui sera communiqué officiellement dans les prochains jours.

Ibnou M. Abdou

AGRICULTURE :

Les pesticides dans le viseur de l'INRAPE

L'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement (INRAPE) a tenu hier 19 janvier un atelier au ministère de l'environnement, dans le cadre d'une concertation multi-acteurs pour définir les priorités de recherche pour l'avenir de l'agriculture, la pêche et l'agro-transformation aux Comores.

Trois points ont été étudiés lors de l'atelier. Ils portaient sur l'identification des sujets de recherche qui sont les plus importants pour résoudre les problèmes et relever les défis actuels dans ces secteurs. Classer ces sujets par ordre de priorité, en fonction de leur importance et de leur impact potentiel. Et troisièmement, faire cela de manière collaborative, en impliquant tous les participants, pour s'as-

surer que les priorités reflètent les besoins réels du terrain. Devant la presse, le directeur de l'INRAPE, Abdou Azali Hamza, a expliqué que rassembler les acteurs clés dans l'agriculture, la pêche [...] est un moyen sûr de pouvoir trouver

ensemble une solution durable, fiable et économique pour tous. « Nous avons choisi de nous unir tous ensemble pour étudier les axes prioritaires pour l'avenir et améliorer notre agriculture, pêche et l'agro-transformation car les agriculteurs et

éleveurs sont les plus touchés directement. Ensemble, nous pourrions trouver une solution à ce fléau et éviter le pire » a-t-il avancé.

Les participants ont mis en avant la nécessité de renforcer la production animale et de mettre en place une stratégie de prévention et de contrôle des maladies animales et zoonotiques, notamment en renforçant la protection, la collaboration multi-secteurs et la prévention des zoonoses dès l'élevage jusqu'à nos assiettes. Mais également sur la production et surveillance agricole. Dans son allocution Dr. Issa M'ze Hassani du département production et santé végétale, a expliqué les dangers des pesticides dans les légumes comoriens, qui contiennent jusqu'à 50 fois plus de résidus que la norme (tomate, chou, aubergine...). Les agriculteurs utilisent ces produits pour lutter contre les pestes invasi-

ves, arrivées via les importations alimentaires. « Malheureusement ces pesticides arrivent jusqu'à nos assiettes », regrette-t-il. Il appelle à renforcer les contrôles aux frontières et à mettre en place un réseau de veille phytosanitaire pour le bien de notre santé à tous.

Au terme des débats, Dr Abdillah M'saidé, président de la chambre d'agriculture, accuse les agents de l'INRAPE de laisser passer les pesticides dans les ports, malgré les dangers pour la santé. Il interpelle le ministre de l'environnement et de l'agriculture, ainsi que le directeur de l'INRAPE, sur la circulation de faux certificats et l'inertie des agents au port de Moroni. « A vous directeur de l'INRAPE de trouver la solution et de mettre fin à ce fléau », a-t-il déclaré.

El-Aniou Fatima (stagiaire)



SPORT DE COMBAT :

Lutte, objectif les JO de Los Angeles 2028

Ce qui apparaissait naguère comme des objectifs inatteignables pour le sport comorien, rentrent peu dans l'ordinaire dans l'imaginaire des gens, et c'est peut-être là tout le problème du comorien lambda, qui a du mal à apprécier les efforts à leur juste valeur. Les critiques lus ici et là, après l'élimination des Cœlacanthes en Coupe d'Afrique des Nations en est une parfaite illustration. Mais les victoires aussi peuvent créer une sorte d'amnésie générale, le récent parcours des boulistes comoriens en Mauritanie est un parfait exemple. Ailleurs, une médaille d'or se fête, et les lauréats sont érigés en héros national. Aux Comores c'est à peine qu'ils sont reçus par les autorités publiques et la ferveur tombe, et peu à peu les performances tombent aux oubliettes.

La Lutte ne fait exception. En 2023 lors des jeux des îles organisées à Madagascar, cette discipline était une des pourvoyeuses de médaille pour la délégation comorienne. Trois de ses athlètes sont rentrés avec des breloques autour des coups. Madi et Yassine Latuf, les deux cousins ont remmené les deux premières médailles d'or comorien dans l'histoire de la Lutte comorienne,

et Mahamoud Ahmed une médaille de bronze. Depuis ce sport de combat ne cesse de s'affirmer comme une valeur sûre du sport. Avec le soutien du Comité Olympique et Sportifs des îles Comores cette discipline ne cesse de prendre de l'ampleur en participant à divers compétitions et opens organisés partout sur le continent et au-delà. Preuve de l'engouement et de l'intérêt porté sur la Lutte, la fédération comorienne de Lutte a eu l'honneur comme un certain nombre de fédérations sœurs du continent d'être conviée à prendre part à un programme de sélection en vue des jeux de Los Angeles « Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action 2025-2028 de l'UWW Africa, il a été décidé de mettre en place un programme de sélection et de suivi de la préparation des athlètes, ayant les prérequis pour la pratique au haut niveau international de la lutte olympique et un fort potentiel pour prétendre à la qualification aux JO Los Angeles 2028 ».

Cette décision a été signifiée à la faïtière comorienne à travers une note d'information envoyée aux différentes fédérations affiliées à la UNITED WORLD WRESTLING AFRICA. L'objectif nous dit-on dans cette missive est de permettre aux athlètes sélectionnés d'avoir les conditions optimales de préparation en vue de la sélection finale. Pour un premier temps, les athlètes sélectionnés « Seront pris en charge par des experts de haut



niveau au centre continental de UWW à El Jadida au Maroc ». Cette première phase va permettre de « Dégager une élite ayant un réel potentiel pour prétendre à une qualification aux JO Los Angeles 2028 et d'y représenter dignement notre continent ainsi qu'aux différentes échéances internationales au-delà même de cet horizon », avant une deuxième phase qui sera exclusivement dédiée à la préparation, et un suivi permanent des athlètes. Pour le président de la Fédération comorienne, il parle d'un honneur fait au pays, et


pour ça il remercie particulièrement le président de la Confédération Africaine, Fouad Meskout, pour son implication directe afin de permettre aux athlètes comoriens de prendre part à cette sélection de haut niveau « C'est vraiment un honneur pour nous et nos athlètes de prendre part à ce grand rendez-vous.

Nous sommes dans la continuité de ce qui a été fait avant notre arrivée », nous a confié, Mansouri Ibrahim. Avant de conclure par un mot de remerciement au président, Meskout «

Je tiens particulièrement à remercier le président Meskout pour son implication directe sur ce dossier, en nous permettant d'envoyer deux athlètes à El-Jadida ». En effet, la lutte comorienne va tenter de se qualifier pour les JO, grâce à la participation de, Madi Latuf, médaillé d'or lors des derniers jeux des îles, et de, Saïd Amine un lutteur qui évolue en France.

Imtiyaz

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédactrice en chef
 Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 Mohamed Youssouf
 Sanaa Chouzour
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 A Bardraoui
 Mohamed Ali Nasra
Stagiaires
 Abdillahi Hamdi Rahilie
 El-Aniou Fatima
 Aticki Ahmed Ismael
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
 www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45




ASCOBEF
ASSOCIATION COMORIENNE
POUR LE BIEN-ETRE
DE LA FAMILLE

UNION DES COMORES

Quartier Oasis – Moroni / Petite Coulée
B.P 524 – Tél (269) 331 66 01

Email : ascobef94@gmail.com



IPPF
FEDERATION INTERNATIONALE
POUR LA PLANIFICATION
FAMILIALE

L'Association Comorienne Pour le bien-être de la Famille (ASCOBEF) a été créée en 1994 par des volontaires comoriens, hommes et femmes soucieux de la santé de la mère et de l'enfant ainsi que du bien être de la famille aux Comores. C'est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) reconnue par l'Etat comme une ONG d'utilité publique. Elle répond aux principes, buts et objectifs de l'IPPF (International Planned Parenthood Federation) dont elle est une association membre (AM). L'ASCOBEF tout comme l'IPPF s'emploie activement à garantir les droits en matière de santé sexuelle et reproductive, à promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme, à accorder de la valeur à la diversité et à la protection des jeunes et des personnes vivantes avec le VIH (PVVIH).

Le but poursuivi par les interventions de l'ASCOBEF est d'accroître l'accès au service et l'appui en faveur des groupes vulnérables à travers des objectifs transversaux qui sont :

- Garantir un accès accru aux services de qualité en matière de droit relatifs à la santé sexuelle et reproductifs ainsi qu'à des approches aux soins de qualité sur la base du genre et des droits afférents.
- Mener des actions d'appui en vue d'accroître l'accès en renforçant son leadership en matière de droit liés à la santé sexuelle et reproductive.
- Renforcer ses capacités en vue d'accroître l'accès grâce à son renforcement institutionnel et opérationnel.
- Renforcer l'apprentissage organisationnel et l'obligation de rendre compte aux parties prenantes.

L'ASCOBEF en consortium avec ECPAT-France, ESMAE et l'IPPF ont obtenu un financement du Fonds de soutien aux Organisations Féministes (FSOF) de l'AFD pour la mise en œuvre du projet « **pour des adolescentes F.O.R.T.E.S ! (Féministes Organisées et Renforcées pour Tisser l'É-**

galité et la Solidarité) ». Dans ce contexte et en conformité avec les besoins de mise en œuvre dudit projet, l'ASCOBEF recrute : **Un(e) Chargé.e de projet en appui à la gestion opérationnelle du projet.** Le dossier d'appel à candidatures peut être obtenu comme suit :

- Téléchargement à travers le site internet de (www.ascobef.org)
- Au Secrétariat exécutif à l'adresse e-mail suivante : secretariat@ascobef.org

La date limite de dépôt de candidature est fixée au **Samedi 31 janvier 2026 à 12h00**, Les dossiers de candidature sont à soumettre sous pli fermé avec la mention Chargé.e de projet F.O.T.E.S. ! à l'adresse suivante :

Secrétariat de l'ASCOBEF
Avenue de l'ambassade de Chine- Rond-point Coulée
Moroni

CAN 2025

Le Sénégal, sacré champion d'Afrique

Le Sénégal aura cru à son étoile jusqu'à la fin, et le destin lui a donné raison. Dans l'une des finales les plus disputées de ces dernières années, les Lions de la Teranga ont éteint un stade Prince Moulay Abdallah, qui s'était paré de ses beaux habits pour le sacre des Lions de l'Atlas. Grandissime favori de la compétition, le Maroc n'a pas démerité pour autant, mais a manqué de lucidité au moment de conclure. Avec une génération de jeunes talentueux, le Maroc aura l'occasion de se relancer lors de la prochaine Coupe du Monde, où il a une quatrième place à défendre. Tout a failli virer au cauchemar pour le Sénégal.

Nous sommes dans les derniers instants du temps additionnel, quand l'arbitre Congolais Joseph Ndala, accorde un penalty pour le Maroc. Et s'en est suivi dix minutes d'arrêt de jeu, où le Sénégal est allé même jusqu'à sortir du terrain, sur ordre de son entraîneur, Pape Malick Thiaw. Une décision que le sélectionneur sénégalais regrettera plus tard « Je ne veux pas revenir sur les faits de ce match parce qu'après réflexion, je n'ai pas du tout apprécié ce que

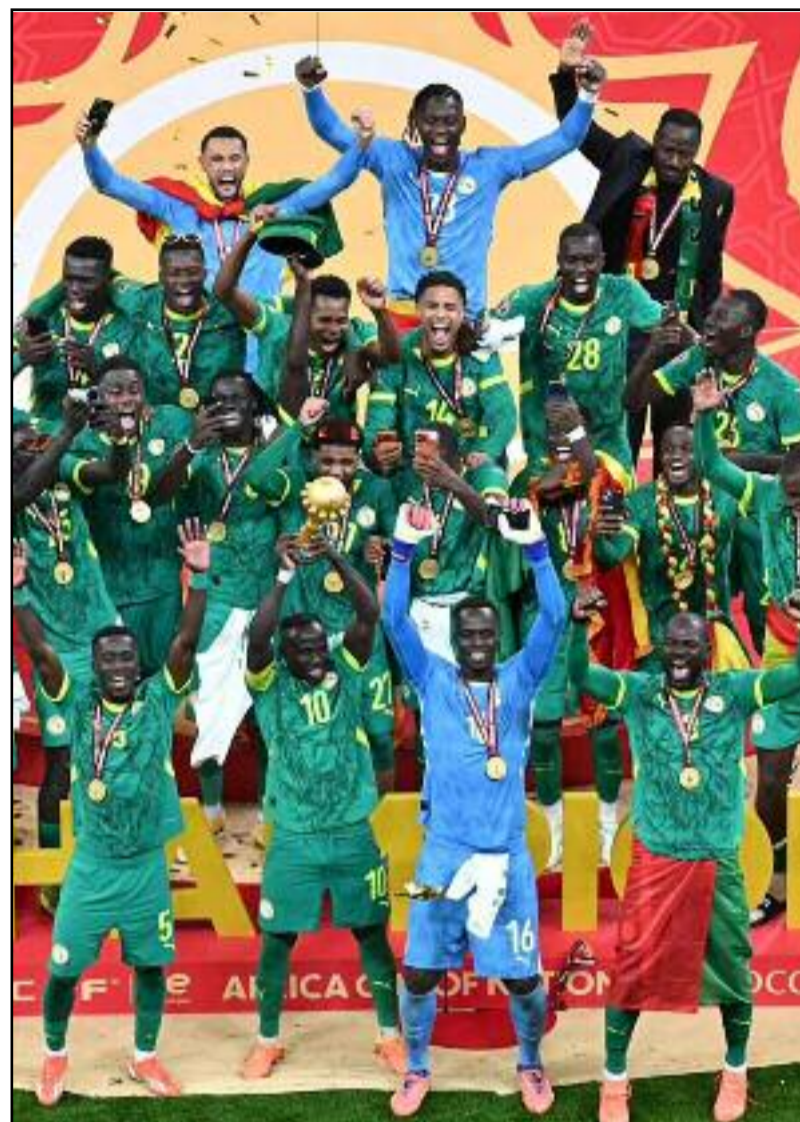
j'ai pu dire à mes joueurs de sortir. Je m'excuse pour le football. Maintenant, après réflexion, je les ai fait revenir. » Le sélectionneur du Maroc a aussi regretté l'attitude de son homologue sénégalais, qui donne une mauvaise image du football africain, « On ne peut dire à son équipe de sortir, on ne peut pas donner cette image du football africain ». Malgré ces péripéties, la rencontre a pu suivre son cours. Brahim Diaz, meilleur buteur de la compétition (5 buts), après avoir réclamé avec véhémence le penalty, il l'a lamentablement raté avec un panenka, qui n'a pas surpris le gardien sénégalais, Édouard Mendy.

Ce raté préjudiciable pour le Maroc a permis de rééquilibrer les choses, et synonyme de prolongation. Cinq minutes après le début de la prolongation, après avoir éliminé deux joueurs dans le rond central, Sadio Mané a transmis la balle sur une magnifique talonnade à un coéquipier, qui a lancé à son tour, Pape Gueye, qui a fusillé le portier marocain, Yacine Bono pour l'ouverture du score, nous étions à la 94e minute de jeu. Malgré les nombreuses occasions de part et d'autre, le score n'a pas évolué grâce aux arrêts des deux

gardiens. C'est donc sur ce score, que le Sénégal est sacré champion d'Afrique pour la deuxième fois de l'histoire. Une victoire, que le sélectionneur sénégalais attribue avant tout aux joueurs pour leur engagement.

« Déjà, il faut féliciter les joueurs parce que quand même, c'était un objectif qu'on voulait atteindre, surtout cette année. On s'est bien préparés pour venir chercher ce trophée. Maintenant, on savait que ça allait être difficile » devait-il répondre aux questions des journalistes. Le sélectionneur sénégalais a aussi évoqué le cas Sadio Mané, et ses envies de retraites qu'il exprimé avant le début de la compétition. A en croire, Pape Thiaw, cette décision n'appartient à Sadio Mané, « Sadio Mané, sa parole sur cette décision ne l'appartient pas. Il y a un peuple qui est derrière lui, qui le porte et on a besoin de l'avoir le plus longtemps possible ». Sacré en 2021 au Cameroun contre l'Egypte, le Sénégal soulève donc son deuxième titre continental, et rejoint l'Algérie et la RDC dans le club des nations ayant remporté le trophée à deux reprises.

Imtiyaz



📣 AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Sélection de l'équipementier officiel des équipes nationales des Comores

La Fédération de Football des Comores (FFC), association nationale membre de la FIFA et de la CAF, lance un appel d'offres international en vue de la sélection de son équipementier officiel pour les équipes nationales de football.

Objet

Le présent appel d'offres a pour objet la sélection d'un équipementier sportif chargé de la conception, de la fabrication et de la fourniture des équipements officiels des équipes nationales des Comores (équipes masculine, féminine et catégories de jeunes), pour la durée du contrat à conclure à compter de l'année 2026.

Cadre et objectifs

Cette procédure s'inscrit dans une démarche de bonne gouvernance, de transparence et de concurrence loyale, visant à identifier le partenaire le mieux adapté aux besoins sportifs, institutionnels et financiers de la Fédération de Football des Comores.

Conditions générales de participation

Peuvent soumissionner les entreprises légalement

constituées, disposant d'une expérience avérée dans le domaine de l'équipement sportif et justifiant de références auprès de fédérations, clubs ou équipes nationales.

Modalités d'accès au dossier

Le dossier complet d'appel d'offres pourra être obtenu sur demande écrite adressée à la Fédération de Football des Comores.

Les modalités détaillées, les spécifications techniques, les conditions financières ainsi que les critères d'évaluation figurent dans le dossier complet.

Date limite

La date limite de réception des offres sera précisée dans le dossier d'appel d'offres.

Contact

Fédération de Football des Comores
Secrétariat Général – Moroni
Email : ffc@fedcomfoot.com

ZLECAF :

Les Comores face au défi de la multi appartenance

La mise en œuvre de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF) aux Comores illustre les défis structurels de l'intégration africaine. Dans un article publié récemment par l'African Scientific Journal, Oussene Basri anfifou, doctorant en droit international public à l'Université Mohamed V de Rabat, analyse les implications de la multi appartenance des Comores aux Communautés économiques régionales (CER).

Les Comores sont membres de plusieurs organisations régionales, COMESA, SADC, CEN SAD chacune avec ses propres protocoles commerciaux. Cette pluralité d'engagements entraîne des chevauchements juridiques et politiques qui compliquent l'application des règles de la ZLECAF au niveau national. L'auteur souligne que « la multi appartenance est une coutume des relations internationales africaines. Elle s'impose comme une pratique étatique dans laquelle les États s'engagent dans différentes organisations d'intégration régionale ». Mais il affir-

me aussi que cette situation devient aussi un fardeau pour notre pays avec des capacités limitées.

Dans son document, il démontre comment les Comores doivent jongler avec des régimes tarifaires divergents, à l'exemple : suppression immédiate des droits de douane avec la COMESA, suppression progressive sur huit ans avec le SADC et suppression de 90 % des barrières tarifaires sur une période allant de 5 à 13 ans selon le niveau de développement avec la ZLECAF pour un pays classé parmi les « moins avancés ». Cet objectif triangulaire de réduction des droits de douane illustre la complexité des engagements. Une tâche lourde qui risque de mettre à l'épreuve les institutions concernées.

La recherche d'Oussene Basri anfifou rappelle que l'intégration africaine ne se joue pas seulement dans les grandes déclarations politiques, mais dans la capacité de l'État à harmoniser leurs engagements multiples. En 2023, un comité national ZLECAF a été créé pour assurer le suivi de l'accord. Mais selon l'auteur, « cette incapacité des institutions nationales à mettre en

œuvre plusieurs programmes d'intégration serait également liée à l'absence de mécanisme de coordination entre les CER et le comité national de la ZLECAF ». Des chevauchements entre ministères notamment le ministère des affaires étrangères et le ministère de l'économie aggravent la dispersion des ressources et ralentissent l'harmonisation des règles.

Le pays se retrouve prisonnière d'une architecture institutionnelle divisée où chaque organisation régionale et internationale impose ses propres règles. Ce chevauchement devenu normatif ne traduit pas seulement une surcharge administrative, il révèle aussi un manque de coordination politique qui fragilise la crédibilité des engagements pris. En multipliant les adhésions sans démarche claire, le gouvernement comorien risque de transformer l'intégration continentale en un labyrinthe juridique, où les promesses de libre échange se heurtent aux réalités d'une gouvernance en déficit structurel.

Aticki Ahmed Ismael
(stagiaire)

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni – UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 – 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



LA BANQUE MONDIALE

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DES TRANSPORTS MARITIME ET AERIEN

PROJET INTERCONNECTIVITE MARITIME DES COMORES

SELECTION DES CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE MONDIALE

Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'un Consultant individuel pour l'évaluation du projet à mi-parcours

Date de l'avis : 15 janvier 2026

1- Contexte et justification du projet

Les « Projets Inter Connectivité Maritime des Comores (PICMC) SOP1 et SOP2 » développé par le Ministère des transports maritime et aérien avec le soutien technique et financier de la Banque mondiale, visent à soutenir l'amélioration de la connectivité et de la sécurité du transport maritime entre les îles, tant du point de vue physique qu'institutionnel, afin de mieux relier les populations aux marchés, de contribuer à l'intégration des marchés intérieurs des Comores, d'élargir accès aux opportunités économiques et aux services sociaux et améliorer la résilience climatique de l'économie. Le projet est particulièrement axé sur l'île de Mohéli, qui bien qu'étant l'île la plus isolée du pays, possède une abondance de potentiels économiques inexploités y compris la production de produits d'exploitation et du tourisme. Avec des services de transport Inter – Îles plus efficaces, plus sûrs, plus fiables, le projet devrait à terme stimuler une croissance inclusive en Union des Comores en soutenant le développement du secteur privé et la création de l'emploi.

2- Objectif général de la mission

Le but de cette évaluation est de déterminer le niveau de progrès dans la réalisation des objectifs du

projet, d'identifier les actions correctives stratégiques et de formuler des recommandations pertinentes pour la seconde phase du projet en vue d'atteindre son objectif. Cette évaluation comprend les deux projets, soit SOP1 et SOP2, qui sont étroitement liés l'un à l'autre, pour harmoniser les actions correctives entre les projets.

3- Résultats attendus

Les résultats attendus de la mission d'évaluation sont :

- La pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et les effets du Projet sont analysés et appréciés ;
- Des enseignements, des conclusions et recommandations en vue d'améliorer les résultats du projet sont tirés ;
- Les résultats de l'évaluation sont validés par les acteurs clés impliqués dans la mise en œuvre du projet ;
- De formuler des recommandations pertinentes sont formulées et des scénarios avec un plan d'action détaillé et opérationnel sont proposés ;

4- Durée et lieu de la mission

La durée totale de la mission est de **trente (30) jours** ouvrables de travail effectif.

5- Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (**Edition novembre 2020 « Sélection de Consultants Individuels (SCI) »**).

6- Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : **de 08 heures 30 min à 14 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores) du lundi au vendredi.**

7- Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessus au plus tard **le mercredi 28 janvier 2026 à 14 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores)** ; adressé à Monsieur le Coordinateur du Projet PICMC « **Manifestation d'intérêt N°2026/01/MTMA/PICMC/Intitulé du poste** »

8- Projet Connectivité Inter-Îles des Comores - Moroni Coulée – Route Garage Mrikao –
Tél : +269 733-21-63 -
Email : connectivitecomoros@gmail.com
copie : rpm.connectivitecomoros@gmail.com